



Rachida Dati refuse l'obstacle du Comité Social d'Administration ministériel du 29 avril 2025

Ce mardi 29 avril 2025 devait se tenir un CSA Ministériel que la ministre n'a pas daigné inscrire à son agenda. Faute de représentation politique (pas un membre du cabinet ne s'est déplacé), l'ensemble des organisations syndicales ont décidé de ne pas siéger, la séance est donc reportée au 16 mai.

Alors que les sujets de tension se multiplient, que la crise budgétaire et la dégradation sociale gagnent du terrain, **Rachida Dati brille donc par son absence**. Elle renvoie ainsi au secrétaire général et à l'administration la responsabilité de répondre à une série de questions éminemment politiques et toutes plus importantes les unes que les autres.

La ministre de la Culture qui ne loupe jamais une occasion de mettre en scène son audace et sa combativité et dont la propension à tout régenter ne fait pas mystère, aurait-elle soudain de bonnes raisons de refuser l'obstacle ? A en juger par l'approche d'échéances politiques et de rendez-vous culturels incontournables, nous pourrions le penser.

Mais il ne nous appartient pas de tirer des plans sur cette comète-là. Notre rôle en revanche est de dénoncer avec la plus grande fermeté ce nouvel accroc inacceptable au dialogue social. Nous estimons en effet sans craindre d'être démentis que Rachida Dati doit assumer ses choix et accepter d'en débattre avec les élus des personnels.

On ne peut pas vouloir tout et son contraire et tourner casaque face aux difficultés, et ce a fortiori quand on a l'insigne honneur d'être à la tête d'un département ministériel.

Les coupes budgétaires déjà décidées comme celles annoncées le week-end dernier par le gouvernement ont et auront des conséquences graves pour tout l'écosystème culturel. Ces décisions mettent en péril la création et la diversité culturelle, elles mettent en péril l'emploi culturel à l'échelle du pays tout entier : **nous exigeons d'en parler avec la ministre.**

Le gouvernement déclare vouloir supprimer ou fusionner un tiers des agences et opérateurs de l'Etat avant 2026. Il prévoit, s'en sans cacher non plus, un plan d'austérité salariale visant les agents de la Fonction publique : **nous exigeons d'en parler avec la ministre.**

La ministre a voulu absolument engager une nouvelle réorganisation de l'administration centrale, pour soi-disant améliorer et renforcer le pilotage de l'enseignement supérieur. Réorganisation qui impacte directement trois directions et délégations (DG2TDC, DGPA, DGCA). Elle veut mener cette réforme tambour battant en minimisant son incidence sur le réseau précieux mais fragile des écoles d'art et d'architecture et en faisant peu de cas des questions sociales majeures qu'elle soulève : **nous exigeons d'en parler - impérativement et sans délai - avec la ministre.**

D'autres dossiers dont la liste s'allonge et touchant également à l'avenir des politiques culturelles, au travail et conditions de travail des agents devraient être sur la table aujourd'hui. C'est ce que nous continuons à revendiquer malgré cette absence incompréhensible.

Nous vous attendions et nous vous attendons madame la Ministre. Pour notre part, nous sommes pleinement disposés au dialogue que méritent les personnels de ce ministère.

Paris, le 29 avril 2025